

Source : Front montréalais contre l'austérité

Communiqué Pour diffusion immédiate

Une caravane d'acteurs sociaux sillonne la Montérégie à la rencontre des députés libéraux.

L'austérité libérale touche tout le monde, toute la société!

Brossard, le 30 janvier 2015 – En ces journées froides de février, des représentants d'organismes montréalais sillonnent la région à la rencontre des députés libéraux. Tous en ont contre les conséquences des politiques d'austérité du gouvernement Couillard qui appauvrissent la population et attaquent de front les droits sociaux des citoyens et citoyennes de la Montérégie.

« Devant une telle attaque, nous ne pouvons que nous unir pour faire ces rencontres », déclare Annette Herbeuval, présidente du Conseil central de la Montérégie-CSN. « Depuis qu'il est au pouvoir, Philippe Couillard nous rabâche qu'on n'a plus les moyens de maintenir nos acquis sociaux, Gaétan Barrette se comporte en « seigneur » du réseau de la santé et Martin Coiteux se prend pour l'avare et dénigre sans cesse les travailleurs des services publics. C'est pour leur dire que dans le clan des opposés à leurs politiques, il y a du monde ! Nous voulons faire comprendre aux élus montréalais que tout le monde ne partage pas leur vision de l'austérité. »

« Nous représentons des groupes communautaires qui travaillent à l'éducation populaire et à la défense collective des droits, des droits qui sont garantis dans la charte, mais qui sont bafoués par les politiques d'austérité. », déclare Josée Harnois, porte-parole de la Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie. « Par exemple, la charte garantit un niveau de vie décent. Mais avec un salaire minimum qui n'augmentera que de 0.20 \$/h le premier mai prochain, un travailleur qui fait 40 heures par semaine... reste en DESSOUS du seuil de pauvreté! Si on ajoute que des programmes sociaux comme l'aide sociale et Accès Logis sont remis en cause, que les tarifs d'électricité et autres ne cessent d'augmenter et, que les emplois sont de plus en plus précaires ... il y a de quoi être inquiet! »

Depuis des années, les gouvernements libéraux se sont donné bonne conscience en finançant tant bien que mal les organismes communautaires de défense des droits, qu'on pense aux ACEF, aux MAC, aux comités logement, etc. Tous ces groupes sont inquiets, le ministre Blais n'a reconduit les subventions que pour 18 mois. Et après? Qu'advient-il de ces organismes? Le même sort que celui réservé par les libéraux aux CRÉ, aux CLD, aux Carrefours jeunesse emplois?

Santé

« À part le docteur Barrette, y a-t-il quelqu'un qui croit que la méga-fusion en CISSS, encore plus gros que les CSSS mis en place par Couillard il y a 10 ans, va générer des économies et vraiment aider le réseau à être plus performant? » demande Steve St-Onge, vice-président de la

FSSS-CSN. « À part préparer le gâteau pour les compagnies privées, qui vont pouvoir acheter des pans entiers des services publics, sur un simple ordre signé du tout-puissant-docteur-Barrette. Adieu les buanderies, les cafétérias, les services d'entretien? C'est cela, l'austérité libérale! Sans compter les impacts sur les travailleurs, les coupures de postes, pertes d'emplois... »

« Malgré les mises en garde syndicales, accompagnées d'exemples alarmants, transmises aux conseils d'administration des établissements et à l'Agence régionale de la santé et des services sociaux, gestionnaires et administrateurs persistent à nier l'impact réel des compressions sur les services à la population », déplore Marc-Olivier Pagé, responsable politique de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) pour la Montérégie. « L'état des listes d'attente des centres de santé et de services sociaux (CSSS) le reflète pourtant bien : les gens attendent des mois avant d'avoir de l'aide, parfois des années pour un suivi relatif... au développement de l'enfant! »

« De leurs côtés, les organismes communautaires en santé et services sociaux observent tous les jours les effets pervers et graves des mesures d'austérité et des inégalités sociales : problèmes de santé mentale accrus dans les communautés, difficultés de se loger et de se nourrir, isolements et dépressions chez les jeunes, les femmes, les hommes et les personnes âgées », déplore Johanne Nasstrom de la Table régionale des organismes communautaires de la Montérégie. « Et parallèlement, les organisations communautaires sont de plus en plus fragilisées par les demandes grandissantes des populations sans avoir les ressources pour répondre à ces besoins puisqu'un grand nombre de ces besoins devraient être répondus d'abord et avant tout par le secteur public »

« De plus, le projet de loi 10 tel qu'il est sur la table actuellement ne reconnaît plus l'apport des sages-femmes au réseau de la santé », déplore Claudia Faille, du Regroupement des Sages-femmes du Québec. « Depuis que notre profession a été légalement reconnue en XXannée, les sages-femmes, via leur Conseil des Sages-femmes, avaient obtenu une place aux conseils d'administration des établissements de santé qui comportent une maison des naissances. Mais dans sa hâte de faire passer son projet de loi, M. Barrette nous a tout simplement oubliées et nous n'avons plus aucune place sur les conseils d'administration des établissements. »

Éducation

« En ce début d'année 2015, nous sommes extrêmement inquiètes du Québec que le gouvernement Couillard met en scène avec ses réformes, ses politiques d'austérité et ses offres de conditions de travail d'une autre époque. En effet, les différentes annonces en éducation sont loin d'être rassurantes. », assure Jacinthe Côté, de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) pour la Montérégie. « Compressions dans le programme d'aide alimentaire pour contrer le décrochage scolaire en milieux défavorisés, dans l'aide aux devoirs, dans les programmes d'incitation à la lecture et celui encourageant la pratique des sports, sont quelques exemples de la dérive libérale en éducation. De plus, nous questionnons, entre autres, l'économie générée par la fusion des commissions scolaires. Rien n'indique que cela favorisera davantage la réussite du plus grand nombre d'élèves ni qu'elle n'affectera pas les conditions d'exercice du personnel de l'éducation. La petite histoire démontre le contraire puisque l'expérience des fusions passées indique qu'une telle entreprise déstabilisera le système d'éducation au moins pour les deux prochaines années. »

Des solutions

Et pourtant nous avons des moyens pour faire autrement! En effet, des solutions existent qui permettraient au gouvernement de rééquilibrer son budget sans toucher aux programmes sociaux et sans augmenter les tarifs. Un document élaboré par la Coalition (opposée à la tarification et à la privatisation des services publics), propose 10 milliards \$ de solutions allant de l'augmentation de la taxation des banques à un système d'imposition plus progressif. (http://www.nonauxhausses.org/wp-content/uploads/DocumentCampagne-10-milliards_WEBseptembre2014.pdf)

Le Front montréalais contre l'austérité regroupe un grand nombre d'organismes qui œuvrent auprès de la population montréalaise :

- Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS)
- Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
- Conseil central de la Montérégie (CSN)
- Conseils régionaux de la Montérégie (FTQ)
- Coton 46 Valleyfield
- Fédération de la santé et services sociaux-CSN
- Regroupement des sages-femmes du Québec
- Syndicat de Champlain (CSQ)
- Syndicat de la Fonction publique du Québec (SFPQ)
- Table régionale des organismes communautaires de la Montérégie (TROCM)
- Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire Montérégie (TROVEP)
- Table de concertation des groupes de femmes Montérégie